

16 juillet 2024

Fédération de Russie : Nouvelle loi sur la citoyenneté

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Préambule sur la législation en vigueur avant octobre 2023	4
2.	Principales innovations de la loi de 2023	4
3.	Acquisition de la citoyenneté	5
3.2.	Naissance	5
3.3.	Reconnaissance en tant que citoyen de la Fédération de Russie	5
3.4.	Naturalisation.....	6
3.5.	Cas particuliers	6
3.5.1.	Exemption du délai de résidence permanente de 5 ans	6
3.5.2.	Exemption du délai de résidence permanente, de la maîtrise de la langue, de l'histoire et de la législation russe	6
3.5.3.	Naturalisation à titre exceptionnel	7
3.5.4.	Possibilité de modifications par le Président	7
3.6.	Procédure	7
3.6.1.	Organes compétents	7
3.6.2.	Délais de traitement.....	7
3.6.3.	Serment	7
4.	Déchéance ou « cessation » de citoyenneté.....	8
4.2.	Définition.....	8
4.3.	Procédure	8
5.	Documents certifiant la citoyenneté de la Fédération de Russie	8
6.	Double citoyenneté et citoyenneté multiple	9
6.1.	Dispositions générales	9
6.2.	Cas des passeports russes dans les territoires anciennement soviétiques.....	9
6.2.1.	Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud	9
6.2.2.	Territoires ukrainiens occupés et annexés	9
	Annexe - Liste des articles pour lesquels il est possible de perdre la citoyenneté russe	11

Résumé : Cette note traite des règles d'acquisition de la citoyenneté russe fixées par la loi entrée en vigueur en octobre 2023, remplaçant celle de 2002 et ses nombreuses modifications. Les principaux changements introduits concernent la réduction du nombre de catégories pour la naturalisation, l'harmonisation des cas particuliers de naturalisation introduits par décrets, la suppression de la procédure simplifiée de naturalisation (notamment pour éviter les mariages fictifs), l'introduction de la déchéance de la citoyenneté ainsi que la distinction entre double citoyenneté et citoyenneté multiple.

Abstract: This document deals with the rules for acquiring Russian citizenship set out in the law that came into force in October 2023, replacing the 2002 law and its many amendments. The main changes introduced concern the reduction in the number of categories for naturalization, the harmonization of special cases of naturalization introduced by decree, the abolition of the simplified naturalization procedure (notably to avoid bogus marriages), the introduction of forfeiture of citizenship and the distinction between dual and multiple citizenship.

Nota : La législation russe fait une différence entre les termes « citoyenneté » (*гражданство/grajdanstvo*) et « nationalité » (*национальность/natsional'nost'*) : quand le droit international moderne utilise le terme « nationalité » pour désigner le lien juridique entre une personne et un Etat souverain, le droit russe, lui, utilise le terme « citoyenneté ». Le terme « nationalité » (*национальность/natsional'nost'*) est utilisé pour définir l'origine ethnique d'un individu.

La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Préambule sur la législation en vigueur avant octobre 2023

Une note plus détaillée portant sur la législation précédente a été publiée en 2020¹.

Après la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la loi n°62 sur l'obtention de la citoyenneté russe de 2002 permet la naturalisation pour les personnes russophones résidant depuis 5 ans sur le territoire de la Fédération de Russie, respectant la législation du pays et disposant de sources légales de moyens matériels d'existence suffisantes. L'article 14 de cette loi prévoit pour les cas particuliers une procédure simplifiée, sans exigence de durée de résidence permanente préalable en Russie ainsi que de sources légales de moyens matériels d'existence².

Le décret n°151 du 11 novembre 2003 élargit l'accès à la procédure simplifiée aux personnes qui disposaient de la citoyenneté de l'URSS, vivant dans l'une des anciennes républiques socialistes soviétiques et qui sont désormais sans citoyenneté³.

Jusqu'en juillet 2020, la législation russe oblige les étrangers souhaitant acquérir la citoyenneté russe par la procédure normale à renoncer à leur ancienne citoyenneté⁴. Cette disposition est abolie par la Loi fédérale n°134-FZ du 24 avril 2020⁵. En outre, l'acquisition par un citoyen russe de la citoyenneté d'un autre Etat n'entraîne pas d'elle-même la résiliation de sa citoyenneté de la Fédération de Russie⁶.

Cette même loi généralise la procédure simplifiée pour les citoyens de la République de Moldavie, du Bélarus, du Kazakhstan et d'Ukraine⁷.

Depuis le début de la guerre déclenchée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, plusieurs décrets présidentiels sont venus amender la législation pour accéder à la citoyenneté russe. En septembre 2022, l'article 1 du décret n°690 facilite l'accession à la citoyenneté pour « les étrangers et apatrides ayant servi au sein des Forces armées et formations militaires pendant au moins un an et pris part aux combats soit pendant au moins six mois, soit pendant moins de six mois et ayant été blessés au front ». Ce décret facilite aussi l'obtention de la citoyenneté pour les conjointes et les enfants des combattants⁸.

2. Principales innovations de la loi de 2023

En avril 2023, une nouvelle loi sur la citoyenneté a été adoptée à l'initiative du président russe Vladimir Poutine. Entrée en vigueur le 26 octobre 2023, cette loi remplace celle de 2002, amendée à de nombreuses reprises, et vient renforcer les conditions d'acquisition de la citoyenneté russe tout en élargissant les possibilités de déchéance⁹.

Les principaux changements introduits concernent la réduction du nombre de catégories pour la naturalisation, la restriction de la procédure simplifiée de naturalisation (notamment pour éviter les mariages fictifs), la « cessation » de la citoyenneté ainsi que la distinction entre double citoyenneté et citoyenneté multiple. La cessation (ou déchéance) de citoyenneté s'applique uniquement aux personnes qui ont acquis la citoyenneté russe, car la loi ne permet pas de mettre fin à la citoyenneté acquise par la naissance¹⁰.

¹ DIDR, Ofpra, 27/10/2020, [url](#)

² DIDR, Ofpra, 27/10/2020, p.10, [url](#)

³ DIDR, Ofpra, 05/12/2014, p.10, [url](#)

⁴ Kommersant, 07/02/2020 [url](#)

⁵ Fédération de Russie, Loi fédérale n°134-FZ du 24 avril 2020, 24/04/2020, [url](#) ; Visa Sam, 23/09/2020, [url](#)

⁶ Fédération de Russie, Loi fédérale n°62-FZ du 31 mai 2002, version consolidée au 13/07/2020, [url](#) ; Visa Sam, 23/09/2020, [url](#)

⁷ Fédération de Russie, Loi fédérale n°62-FZ du 31 mai 2002, version consolidée au 13/07/2020 ; Fédération de Russie, Ministère de l'Intérieur (MVD), Direction principale pour les questions de migrations (GOuVM), « Гражданство Российской Федерации » (La citoyenneté de la Fédération de Russie), 2020, [url](#) ; Warsaw Institute, 18/03/2020, [url](#) ; Yandex Zen, Compte « RosCO Consulting audit », 06/05/2020, [url](#)

⁸ Fédération de Russie, Décret présidentiel n°690, 30/09/2022, [url](#) ; Fédération de Russie, Douma, 20/09/2022, [url](#)

⁹ Kommersant, 26/10/2023, [url](#) ; Fédération de Russie, Douma, version consolidée du 13/07/2020, [url](#) ; Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

¹⁰ Global citizenship observatory, 27/10/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#) ; Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

3. Acquisition de la citoyenneté

Selon les nouvelles dispositions exposées au chapitre 3 de la loi, l'acquisition de la citoyenneté russe peut se faire :

- par naissance,
- par naturalisation (« acquisition de la citoyenneté russe »),
- par reconnaissance de sa qualité de citoyen de la Fédération de Russie,
- à la suite du choix de la citoyenneté russe lors d'un changement de frontière de l'État russe ;
- en vertu d'un traité international liant la Fédération de Russie¹¹.

La prise d'empreintes est systématique lors du dépôt d'une demande de citoyenneté ou de reconnaissance en tant que citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire de la Russie¹².

3.2. Naissance

Un enfant acquiert la citoyenneté de la Fédération de Russie dès la naissance si le jour de sa venue au monde :

- ses deux parents ou son unique parent ont la citoyenneté de la Fédération de Russie ;
- l'un de ses parents a la citoyenneté de la Fédération de Russie et l'autre parent est apatride ;
- l'un de ses parents a la citoyenneté de la Fédération de Russie et l'autre parent est un citoyen étranger (à condition que l'enfant soit né en Fédération de Russie) ;
- l'un de ses parents a la citoyenneté de la Fédération de Russie et l'autre parent est un citoyen étranger (à condition que l'enfant soit né en dehors de la Fédération de Russie et n'ait pas acquis la citoyenneté d'un État étranger par sa naissance) ;
- ses deux parents ou son unique parent sont des citoyens étrangers ou des apatrides résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie (à condition que l'enfant soit né dans la Fédération de Russie et n'ait pas acquis la citoyenneté – nationalité - d'un État étranger par sa naissance)¹³.

3.3. Reconnaissance en tant que citoyen de la Fédération de Russie

Sont reconnus comme citoyens de la Fédération de Russie :

- les citoyens de l'ex-URSS qui résidaient de manière permanente sur le territoire de la Fédération de Russie au 6 février 1992 ;
- les citoyens de l'ex-URSS qui ont déménagé en Russie après le 6 février 1992 à condition qu'ils soient nés dans la Fédération de Russie (RSFSR) ou que l'un de leurs parents, citoyen soviétique, ait vécu en permanence sur le territoire de la Russie moderne ;
- les militaires ayant prêté allégeance à l'URSS ou à la Fédération de Russie et qui ont, depuis le 6 février 1992 servi dans des unités militaires relevant de la juridiction de la Fédération de Russie et situées sur les territoires d'autres États (y compris dans le cadre des Forces armées unies de la Communauté des États indépendants). Cette disposition s'applique également à leurs conjoints et enfants¹⁴.

¹¹ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

¹² Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

¹³ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

¹⁴ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

3.4. Naturalisation

Cette loi supprime l'existence des deux procédures (classique et simplifiée) pour les remplacer par une procédure unique. Cependant, une série d'exemption prévue par cette loi rend la naturalisation plus accessible à certaines personnes (voir 3.5). Afin d'être naturalisé, il faut réunir les conditions suivantes :

1. posséder un permis de séjour en Russie et y résider de manière permanente depuis cinq ans à compter de la date d'obtention de ce permis ;
2. maîtriser la langue russe (sauf pour les personnes âgées de 70 ans ou plus ou souffrant d'un handicap du groupe I) ;
3. connaître l'histoire de la Russie et les bases de la législation russe (sauf pour les personnes âgées de 70 ans ou plus ou souffrant d'un handicap du groupe I)
4. être majeur¹⁵.

3.5. Cas particuliers

3.5.1. Exemption du délai de résidence permanente de 5 ans

Certains étrangers et apatrides peuvent demander à devenir citoyens russes même s'ils n'ont pas résidé cinq ans en Russie. Cette disposition s'applique :

- aux contractants militaires pour une période d'au moins un an (contre trois ans dans la législation précédente),
- aux personnes ayant obtenu l'asile politique en Russie,
- aux participants au programme de réinstallation des compatriotes¹⁶.

3.5.2. Exemption du délai de résidence permanente, de la maîtrise de la langue, de l'histoire et de la législation russe

Certains étrangers et apatrides peuvent demander à devenir citoyens russes sans avoir à remplir les trois premières conditions exposées au 3.4. Cette disposition s'applique aux personnes :

- Aux personnes de citoyenneté kazakhstanaise, moldave ou biélorusse (Décret présidentiel du 18 décembre 2023) ;
- nées et ayant résidé de manière permanente sur le territoire de la RSFSR et étaient citoyens de l'URSS ;
- ayant des parents en ligne ascendante directe qui sont nés ou ont résidé de manière permanente sur le territoire de la RSFSR ou sur un territoire ayant appartenu à l'Empire russe ou à l'URSS, à l'intérieur de la frontière d'État de la Fédération de Russie ;
- ayant au moins un parent (parent adoptif) qui est citoyen de la Fédération de Russie et réside dans la Fédération de Russie ;
- ayant un fils ou une fille qui est citoyen de la Fédération de Russie et réside dans la Fédération de Russie ;
- mariées à un citoyen de la Fédération de Russie vivant dans la Fédération de Russie et ayant un enfant commun, y compris un enfant adopté ;
- ayant terminé avec succès un programme d'enseignement supérieur accrédité par l'État dans la Fédération de Russie dans le cadre d'études à temps plein et reçu un document certifiant son niveau d'éducation et ses qualifications avec mention ;
- ayant reçu une formation professionnelle dans des programmes éducatifs de l'enseignement professionnel secondaire, des programmes de licence, des programmes de spécialité, des programmes de maîtrise, des programmes de résidence, des programmes d'assistantat-stage accrédités par l'État ou dans des programmes de formation du personnel scientifique et scientifique-pédagogique dans les écoles supérieures (adjointes) dans une organisation éducative ou scientifique de la Fédération de Russie située sur son territoire et exerçant des activités professionnelles dans la Fédération de Russie dans les spécialités pertinentes au total

¹⁵ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

¹⁶ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

pendant au moins un an avant la date de dépôt d'une demande d'admission à la citoyenneté de la Fédération de Russie ;

- aux apatrides qui étaient auparavant citoyens de l'URSS ;
- aux vétérans de la Grande Guerre patriotique qui étaient auparavant citoyens de l'URSS ;
- aux anciens combattants dont la demande de citoyenneté russe est présentée par un organe fédéral ou une autorité exécutive ayant délivré un certificat d'ancien combattant,
- aux jeunes majeurs étrangers ou apatrides dont la citoyenneté russe a été retirée à la demande des parents qui souhaitent être à nouveau naturalisés¹⁷.

3.5.3. Naturalisation à titre exceptionnel

Une procédure de naturalisation à titre exceptionnelle est prévue par l'article 17 pour les citoyens étrangers et apatrides ayant rendu des « services spéciaux » ou considérés comme « représentant un intérêt pour la Russie de par leur profession, leurs qualifications ou pour d'autres raisons », non spécifiées. Cette procédure ne concerne que les personnes majeures et les exemptes de parler russe, connaître l'histoire de la Russie et de résider depuis 5 ans en Russie¹⁸.

3.5.4. Possibilité de modifications par le Président

Selon la nouvelle loi, le Président de la Fédération de Russie a le droit de déterminer d'autres catégories de personnes pouvant être admises à la citoyenneté russe, notamment à des fins humanitaires. Il peut également établir des exigences supplémentaires pour la naturalisation et exempter certaines personnes de prêter serment¹⁹.

3.6. Procédure

3.6.1. Organes compétents

Les organes compétents pour traiter des demandes de naturalisation sont les services territoriaux du ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères, les missions diplomatiques et les bureaux consulaires (pour les étrangers et les personnes vivant à l'étranger), ainsi que le président de la Fédération de Russie, qui est le seul à avoir la compétence pour accorder la citoyenneté à titre exceptionnel.

Dans tous les autres cas, les questions d'admission à la citoyenneté russe relèvent du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères, ce qui réduit le délai d'examen des demandes concernées²⁰.

3.6.2. Délais de traitement

Avec cette loi, le délai de traitement est ramené d'un an à trois mois (prolongeables une fois) si les demandes sont examinées par le ministère de l'Intérieur. Lorsque ce sont les institutions diplomatiques et consulaires qui sont chargées d'examiner la demande le délai est porté à six mois²¹.

3.6.3. Serment

Les personnes acquérant la citoyenneté russe par naturalisation, traité international ou par choix lors d'un changement de frontières sont tenues de prêter serment.

Les mineurs, personnes déclarées inaptes, celles en incapacité de prononcer ou signer le texte en cas de handicap et celles exemptées par le président sont dispensés de prêter serment.

¹⁷ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Fédération de Russie, Administration présidentielle, 18/12/2023, [url](#)

¹⁸ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

¹⁹ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

²⁰ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

²¹ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

4. Déchéance ou « cessation » de citoyenneté

Le chapitre 4 de la loi sur la citoyenneté introduit l'institution de la cessation de la citoyenneté, qui vient remplacer l'annulation de la citoyenneté par ordonnance prévue par la loi précédente²².

4.2. Définition

La cessation de citoyenneté peut être obligatoire ou volontaire. Les autorités de l'État peuvent y mettre fin en cas :

- de crime ou tentative de crime,
- d'actions constituant une menace pour la sécurité nationale (infractions terroristes, crimes graves contre l'État, trafic de stupéfiants, contrefaçon...),
- de soumission de documents falsifiés ou invalides par la personne demandant la citoyenneté,
- d'autres motifs prévus un traité international de la Fédération de Russie, offrant la possibilité de conserver ou de changer de citoyenneté²³.

Les crimes et infractions pouvant provoquer une cessation de citoyenneté concernent 64 articles du Code pénal, soit 46 de plus que la loi antérieure. La liste des articles concernés comporte des griefs utilisés pour la répression politique tels qu'extrémisme, financement d'activités terroristes, désertion, réhabilitation du nazisme et soustraction à l'accomplissement des obligations prévues par la législation sur les agents étrangers (voir liste exhaustive en annexe)²⁴.

Fin avril 2024, 400 personnes ayant été naturalisées ont été déchues de leur citoyenneté russe depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi selon le ministère de l'Intérieur, cité par l'agence de presse *Tass*²⁵. Le premier cas prononcé concernait deux jeunes ne s'étant pas enregistrés pour leurs obligations militaires²⁶.

4.3. Procédure

La décision est prise par les services fédéraux compétents pour la naturalisation (voir 3.6)²⁷.

5. Documents certifiant la citoyenneté de la Fédération de Russie

Le principal document certifiant la citoyenneté de la Fédération de Russie est le passeport, qu'il soit intérieur ou extérieur.

Il est prévu que de nouveaux passeports intérieurs soient introduits. La seule différence avec le modèle actuel sera leur caractère biométrique²⁸.

Sur les passeports extérieurs, le pays de résidence du citoyen est indiqué par trois chiffres lorsque ce n'est pas la Russie (identifiée par les trois lettres « RUS »). Ces trois chiffres représentent le code OKCM (*obchtcherossiiskiy klassifikator stran mira*, classificateur panrusse des pays du monde). Lorsque le numéro de série commence par 7, le passeport extérieur est biométrique²⁹.

²² Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

²³ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

²⁴ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#) ; Tass, 25/10/2023, [url](#)

²⁵ Sever Realii, 30/04/2024, [url](#) ; Tass, 30/04/2024, [url](#)

²⁶ Tass, 15/12/2023, [url](#)

²⁷ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

²⁸ Tass, 30/12/2023, [url](#) ; Fédération de Russie, Gouvernement, 23/12/2023, [url](#) ; Garant.ru, 15/01/2024, [url](#)

²⁹ Dzen.ru, 14/01/2020, [url](#) ; Visa-Guru, 26/05/2023, [url](#)

6. Double citoyenneté et citoyenneté multiple

En vertu des nouvelles normes, il n'est pas interdit d'obtenir la citoyenneté d'autres pays. La différence entre double citoyenneté et citoyenneté multiple est définie au chapitre 2 de la loi.

6.1. Dispositions générales

L'obtention d'une citoyenneté étrangère par un Russe n'annule pas la citoyenneté russe. Est considérée comme disposant d'une double citoyenneté toute personne qui a la citoyenneté russe et la citoyenneté d'un autre Etat avec lequel la Fédération de Russie a signé un accord bilatéral de reconnaissance de la double citoyenneté (Tadjikistan, Turkménistan jusqu'en 2003, Abkhazie, Ossétie du sud)³⁰. Un binational (double citoyenneté) peut ne pas être extradé, même vers son pays de deuxième nationalité. Toutefois cette loi précise que « la législation russe peut prévoir des restrictions à l'égard des citoyens russes possédant une double citoyenneté, une citoyenneté multiple, un permis de séjour ou un autre document confirmant le droit de séjour permanent d'un tel citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger »³¹.

Les citoyens russes sont tenus d'informer les autorités de la Fédération de Russie « de chaque fait d'acquisition de la citoyenneté étrangère ou de tout autre document confirmant le droit de résidence permanente sur le territoire d'un État étranger ». Il doit le faire dans un délai de 60 jours à compter de la date d'obtention de ce droit³².

Une personne binationale ou avec une citoyenneté multiple condamnée par un tribunal russe à une peine d'emprisonnement peut, avec son consentement, être transféré pour purger sa peine dans un État étranger dont il possède la citoyenneté (nationalité), si ceci est prévu par un traité international signé par la Russie³³.

6.2. Cas des passeports russes dans les territoires anciennement soviétiques

Cette nouvelle loi supprime la liste des pays concernés par la procédure simplifiée pour l'élargir à tous les « descendants de personnes ayant résidé de manière permanente en URSS ou dans l'Empire russe ».

6.2.1. Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud

Les territoires d'Ossétie du Sud/Tskhinvali et d'Abkhazie sont considérés par la Fédération de Russie comme des pays indépendants, les citoyens y résidant ayant obtenu un passeport russe sont donc considérés comme des Russes de l'étranger. La Fédération de Russie ne reconnaissant pas l'indépendance de la Transnistrie, les citoyens y résidant disposant d'un passeport extérieur russe sont le plus souvent considérés comme des citoyens russes de Moldavie, à moins qu'ils ne se soient enregistrés dans une ville russe³⁴.

Les territoires d'Ossétie du Sud/Tskhinvali et d'Abkhazie sont respectivement identifiés sur les passeports russes par les codes OKCM 896 et 895. La Transnistrie étant rattachée à la Moldavie est identifiée par le code OKCM 498³⁵.

6.2.2. Territoires ukrainiens occupés et annexés

Cette loi sur la citoyenneté vient faciliter la naturalisation des habitants des territoires ukrainiens occupés et annexés, notamment pour les enfants (voir ci-dessus 3.5.2 et 3.6.3)³⁶.

Depuis 2014, en Crimée comme dans les territoires autoproclamés des régions de Donetsk et Louhansk, les habitants se sont vu distribuer des passeports russes. En Crimée, la citoyenneté russe a

³⁰ Fédération de Russie, Douma, 19/05/2022, [url](#) ; Fédération de Russie, Administration présidentielle, 10/04/2003, [url](#)

³¹ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

³² Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

³³ Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

³⁴ DIDR, 27/03/2024, [url](#) ; Warsaw Institute, 18/03/2020, [url](#)

³⁵ Fédération de Russie, Gosstandart, 14/12/2001, version amendée au 05/04/2023, [url](#)

³⁶ Kyiv Independent, 22/01/2024, [url](#) ; Fédération de Russie, Douma, 28/04/2023, [url](#)

été imposée aux habitants à la signature le 18 mars 2014 du traité « d'accession de la République de Crimée à la Fédération de Russie ». Dans les territoires des républiques autoproclamées de Louhansk (LNR, *Louhanskaya narodnaya respublika*) et Donetsk (DNR, *Donetskaya narodnaya respublika*), l'acquisition de la citoyenneté russe se faisait sur demande. Toutefois, beaucoup d'habitants ont été contraints à la demander. L'acquisition forcée de la citoyenneté russe par un citoyen ukrainien résidant dans les territoires « temporairement occupés » n'est pas considérée comme valide par les autorités ukrainiennes et n'entraîne pas la perte de la citoyenneté ukrainienne³⁷.

Si les LNR et DNR ont d'abord eu le même statut que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud/Tskhinvali et ont été identifiées respectivement par les codes OKCM 898 (LNR) et 897 (DNR), leur intégration totale dans la Fédération de Russie prévue en 1^{er} janvier 2026 laisse présager que les passeports comporteront la mention « *RUS* ». Toutefois, le manque d'information vérifiée ne permet pas d'affirmer avec certitude à quoi ressemblent les passeports délivrés dans ces territoires³⁸.

³⁷ Kyiv Independent, 22/01/2024, [url](#) ; Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), p.24, 26/03/2024, [url](#) ; DIDR, Ofpra, 15/03/2022, p.13, [url](#) ; DIDR, Ofpra, p. 14, 27/10/2020, [url](#)

³⁸ Fédération de Russie, Gosstandart, 14/12/2001, version amendée au 05/04/2023, [url](#) ;

Annexe - Liste des articles pour lesquels il est possible de perdre la citoyenneté russe

- article 131, al. 3 à 5 : viol avec circonstances aggravantes (sur mineur ou ayant entraîné la mort).
- article 134, al 4-6 : rapports sexuels et autres actes de nature sexuelle avec une personne âgée de moins de seize ans,
- article 135 al. 4-5 : actes de dépravation,
- article 186 al. 2-3 : Fabrication, stockage, transport ou vente de fausse monnaie ou de faux titres,
- article 205 : actes terroristes,
- article 205-1 : participation à des activités terroristes,
- article 205-2 : appels publics à mener des activités terroristes, justification publique du terrorisme ou propagande en faveur du terrorisme,
- article 205-3 : entraînement en vue de la réalisation d'activités terroristes,
- article 205-4 : organisation et participation à un groupe terroriste,
- article 205-5 : organisation et participation aux activités d'une organisation terroriste,
- article 206 : prise d'otages,
- article 207-3 : diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie, l'exercice par les organes de l'État de la Fédération de Russie de leurs pouvoirs, la fourniture par des formations, organisations ou personnes volontaires d'une assistance dans l'accomplissement des tâches assignées aux forces armées de la Fédération de Russie ou aux troupes de la garde nationale de la Fédération de Russie,
- article 208 : organisation ou la participation à une formation armée illégale, ainsi que la participation à un conflit armé ou à une action militaire à des fins contraires aux intérêts de la Fédération de Russie,
- article 209 : banditisme,
- article 210 : organisation ou participation à une association criminelle (organisation criminelle)
- article 210-1 : occupation de la position la plus élevée dans la hiérarchie criminelle
- article 211 al.4 : détournement d'un aéronef, d'un bateau ou de matériel roulant ferroviaire,
- article 212 al. 1 : désordre de masse,
- article 212-1 : violation répétée de la procédure établie pour l'organisation ou la tenue d'une réunion, d'un rassemblement ou d'une manifestation,
- article 222 : acquisition, transfert, vente, stockage, transport, expédition ou port illicites d'armes, d'éléments principaux d'armes à feu et de munitions,
- article 222-1 : acquisition, transfert, vente, stockage, transport, expédition ou port illicites d'explosifs ou d'engins explosifs,
- article 222-2 : acquisition, transfert, vente, stockage, transport, expédition ou port illicites d'armes à feu de gros calibre, de leurs pièces principales et de munitions,
- article 223-1 : fabrication illégale d'explosifs, fabrication illégale, modification ou réparation d'engins explosifs,
- article 226 : vol ou extorsion d'armes, de munitions, d'explosifs et d'engins explosifs
- article 226-1 : contrebande de substances puissantes, toxiques, vénéneuses, explosives, radioactives, de sources de rayonnement, de matières nucléaires, d'armes à feu ou de leurs pièces principales, d'engins explosifs, de munitions, d'autres armes, d'autres équipements militaires, ainsi que de matières premières, de matériaux, d'équipements, de technologies, d'informations scientifiques et techniques ou de résultats d'activités intellectuelles pouvant être utilisés pour la création d'armes ou d'équipements militaires, ainsi que de biens et de ressources d'importance stratégique ou de biens culturels, ou sur la base de la propriété personnelle d'une personne,
- article 228 : acquisition, stockage, transport, fabrication, transformation illicite de stupéfiants, de substances psychotropes ou de leurs analogues, ainsi qu'acquisition, stockage, transport illicite de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes ou de parties de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes,
- article 228-1 : production, vente ou expédition illégales de stupéfiants, de substances psychotropes ou de leurs analogues, ainsi que vente ou expédition illégale de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes ou de parties de ces plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes,

- article 229 : vol ou extorsion de stupéfiants ou de substances psychotropes, ainsi que de plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes, ou de parties de ces plantes contenant des stupéfiants ou des substances psychotropes
- article 229-1 : contrebande de stupéfiants, de substances psychotropes, de leurs précurseurs ou analogues, de plantes contenant des stupéfiants, des substances psychotropes ou leurs précurseurs, ou de parties de celles-ci contenant des stupéfiants, des substances psychotropes ou leurs précurseurs, d'instruments ou d'équipements sous contrôle spécial et utilisés pour la fabrication de stupéfiants ou de substances psychotropes,
- article 230 : incitation à la consommation de stupéfiants, de substances psychotropes ou de leurs analogues,
- article 239 : création d'une organisation à but non lucratif qui porte atteinte à la personnalité et aux droits des citoyens,
- article 243-4 : destruction ou endommagement de lieux de sépulture militaires, ainsi que les monuments, stèles, obélisques et autres structures ou objets commémoratifs des personnes mortes pour la défense de la patrie ou de ses intérêts ou commémorant les jours de gloire militaire de la Russie,
- article 275 : trahison d'Etat,
- article 276 : espionnage,
- article 277 : atteinte à la vie d'un État ou d'une personnalité publique
- article 278 : prise ou maintien forcé du pouvoir
- article 279 : rébellion armée
- article 280 : appels publics à la mise en œuvre d'activités extrémistes
- article 280-1 : appel public à mener des actions visant à violer l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie
- article 280-2 : violation de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie
- article 280-3 : actions publiques visant à discréditer l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie pour la défense des intérêts de la Fédération de Russie et de ses citoyens, le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'exercice par les organes de l'État de la Fédération de Russie de leurs pouvoirs, et la fourniture par des formations, organisations ou personnes volontaires d'une assistance dans l'accomplissement des tâches assignées aux forces armées de la Fédération de Russie ou aux troupes de la garde nationale de la Fédération de Russie,
- article 281 : sabotage
- article 281-1 : participation à des activités de sabotage
- article 281-2 : entraînement en vue de mener des activités de sabotage
- article 281-3 : organisation et participation à un groupe de sabotage
- article 282 : incitation à la haine ou à l'hostilité, ainsi qu'à l'humiliation de la dignité humaine,
- article 282-1 : organisation d'un groupe extrémiste,
- article 282-2 : organisation des activités d'une organisation extrémiste,
- article 282-3 : financement d'activités terroristes,
- article 283 : divulgation de secrets d'État
- article 284-1 : conduite des activités d'une organisation non gouvernementale étrangère ou internationale à l'égard de laquelle il a été décidé de déclarer ses activités indésirables sur le territoire de la Fédération de Russie,
- article 284-2 : appel à l'introduction de mesures restrictives à l'encontre de la Fédération de Russie, de citoyens de la Fédération de Russie ou de personnes morales russes,
- article 295 : atteinte à la vie d'une personne chargée de l'administration de la justice ou d'une enquête préliminaire,
- article 317 : atteinte à la vie d'une personne chargée du maintien de l'ordre,
- article 328 : évasion du service militaire et du service civil de remplacement
- article 329 : profanation de l'emblème d'État de la Fédération de Russie ou du drapeau d'État de la Fédération de Russie,
- article 330-1 : soustraction à l'accomplissement des obligations prévues par la législation de la Fédération de Russie sur les agents étrangers,
- article 338 : désertion,
- article 339 : soustraction à l'accomplissement du service militaire par simulation de maladie ou par d'autres moyens,
- article 354 : appels publics au déclenchement d'une guerre d'agression,

- article 354-1 : réhabilitation du nazisme,
- article 361 : acte de terrorisme international.

Bibliographie

Sites web consultés du 16 au 29 mai 2024.

Documents DIDR

DIDR, « Fédération de Russie/Moldavie/Géorgie : Citoyenneté russe et obligations militaires en Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du Sud », 27/03/2024, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2403_pass_eports_russes_transnistrie_abkhazie_ossetie_160773_web.pdf

DIDR, "Ukraine: nationalité, séjour, documents", Ofpra, 20 p., 15/03/2022, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2203_ukr_nationalite_sejour_documents_maj_98861_155723_web.pdf

DIDR, « L'acquisition de la citoyenneté russe par naturalisation », OFPRA, 27/10/2020, https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/ofpra_flora/2010_rus_sejour_enregistrement_citoyennete_web.pdf

DIDR, "Fédération de Russie : Droit au séjour, enregistrement et citoyenneté", OFPRA, 05/12/2014, https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/1412_rus_citoyennetesejour.pdf

Textes juridiques

Fédération de Russie, Douma, Loi fédérale n°138 « sur la citoyenneté de la Fédération de Russie », 28/04/2023, <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202304280013?index=1>

Fédération de Russie, Douma, Décret présidentiel sur les questions liées à la citoyenneté russe, 28/04/2023, https://www.kdmid.ru/regulatory-frameworks/decrees-of-the-president/UP_%E2%84%96889_22.11.23.pdf

Fédération de Russie, Gosstandart, Décret du Gosstandart de Russie du 14/12/2001 N 529-st (Ed. du 05/04/2023), consulté le 24/05/2024, <https://rulaws.ru/acts/Postanovlenie-Gosstandarta-Rossii-ot-14.12.2001-N-529-st/>

Fédération de Russie, Administration présidentielle, Décret sur la naturalisation des citoyens du Bélarus, du Kazakhstan et de République de Moldavie, 18/12/2023, <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/CrA1NUUAALXlvtTqmdXLgi7UUKFe27gq.pdf>

Fédération de Russie, Gouvernement, Décret d'approbation du Règlement sur le passeport des citoyens de la Fédération de Russie, 23/12/2023, <https://docs.cntd.ru/document/1304475558>

Fédération de Russie, Gosstandart, Décret du Gosstandart de Russie relatif à l'adoption et à l'entrée en vigueur du classificateur panrusse des pays du monde), 14/12/2001, version amendée au 05/04/2023, <https://rulaws.ru/acts/Postanovlenie-Gosstandarta-Rossii-ot-14.12.2001-N-529-st/>

Fédération de Russie, Président, Décret présidentiel n°690 sur l'accession à la citoyenneté de la Fédération de Russie, selon une procédure simplifiée, de citoyens étrangers et d'apatrides ayant conclu un contrat de service militaire, 30/09/2022, <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202209300053>

Fédération de Russie, Douma, Code 24/05/1996, <https://rulaws.ru/uk/>

Organisations intergouvernementales

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), "Report on the human rights situation in Ukraine: 1 December 2023 to 29 February 2024", 28 p., 26/03/2024, <https://ukraine.un.org/en/264355-report-human-rights-situation-ukraine-1-december-2023-29-february-2024>

Commission européenne, Décision n°2023/1061 relative à l'établissement de la liste des documents de voyage de la Fédération de Russie délivrés dans ou à des personnes résidant dans des régions ou

territoires d'Ukraine occupés par la Fédération de Russie ou des territoires séparatistes en Géorgie qui ne sont pas sous le contrôle du gouvernement géorgien qui ne sont pas acceptés comme documents de voyage valables, 31/05/2023, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32023D1061>

Fédération de Russie, Loi fédérale n°62-FZ du 31 mai 2002, « О гражданстве Российской Федерации » (sur la citoyenneté de la Fédération de Russie), version consolidée au 13/07/2020 <http://www.kremlin.ru/acts/bank/18131/page/1>

Institutions nationales

Fédération de Russie, Douma, « Foreign citizens serving in the Russian army under contract to be able to obtain citizenship of Russia under a simplified procedure », 20/09/2022, <http://duma.gov.ru/en/news/55276/>

Fédération de Russie, Douma, « Ратифицировано соглашение с Южной Осетией об урегулировании вопросов двойного гражданства » (« Ratification de l'accord avec l'Ossétie du Sud sur le règlement des questions de double nationalité »), 19/05/2022, <http://duma.gov.ru/news/54322/>

Fédération de Russie, Administration présidentielle, « Заявление для прессы по итогам российско-туркменских переговоров » (« Communiqué de presse sur les résultats des négociations russo-turkmènes »), 10/04/2003, <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21959>

Ouvrage

BOUCHE Étienne, « Memorial face à l'oppression russe », Plein Jour, 15/09/2023

Think tank

Global Citizenship Observatory, « New Citizenship Law Takes Effect In Russia », 27/10/2023, <https://globalcit.eu/new-citizenship-law-takes-effect-in-russia/>

Médias

Sever Realii, « В России За Преступления Лишили Гражданства 400 Иностранцев » (400 étrangers déçus de leur citoyenneté pour crime en Russie), 30/04/2024, <https://www.severreal.org/a/32927231.html>

Tass, « Около 400 Бывших Иностранцев За Полгода Перестали Быть Гражданами РФ Из-за Преступлений » (En 6 mois, près de 400 anciens étrangers ont été déçus de leur nationalité russe en raison de crimes), 30/04/2024, <https://tass.ru/obschestvo/20684173>

Kyiv Independent, « Ombudsman : Russia Deports 17 Children With Disabilities From Occupied Donetsk Oblast », 22/01/2024, <https://kyivindependent.com/ombudsman-russia-deports-17-children-with-disabilities-from-occupied-donetsk-oblast/>

Nastoyachtchie Vremia, « Правительство РФ Введет Обязательный Консульский Учет Для Живущих За Рубежом Россиян И Создаст "Цифровой Профиль" Для Иностранцев » (Le gouvernement russe va introduire l'enregistrement consulaire obligatoire pour les Russes vivant à l'étranger et créer un "profil numérique" pour les étrangers), 20/01/2024, <https://www.currenttime.tv/a/uchet-rossiyan-zarubezhom/32783959.html>

Tass, « Утверждено Новое Положение О Паспорте Гражданина РФ » (Approbation d'un nouveau règlement sur le passeport d'un citoyen russe), 30/12/2023, <https://tass.ru/obschestvo/19654459>

Tass, « Суд В России Впервые Лишил Гражданства Двух Иностранцев За Уклонение От Воинского Учета » (Un tribunal russe prive pour la première fois deux étrangers de leur citoyenneté pour s'être soustraits à l'enregistrement militaire), 15/12/2023, <https://tass.ru/obschestvo/19545555>

Kommersant, « Новый закон о гражданстве РФ: что изменится » (Nouvelle loi sur la citoyenneté russe : ce qui va changer), 26/10/2023, <https://www.kommersant.ru/doc/6298541>

Tass, « Что Известно О Законе О Гражданстве РФ » (Ce que l'on sait de la nouvelle loi sur la citoyenneté russe), 25/10/2023, <https://tass.ru/info/19112313>

Blogs

Dmitriï Sergueev, « Как получить военный билет » [Comment obtenir un livret militaire], 21/06/2023 <https://journal.tinkoff.ru/guide/war-ticket/>

Visa-Guru, « Где Пишется Серия И Номер Загранпаспорта ? » (Où se trouvent le numéro et la série du passeport ?), 26/05/2023, <https://visa-guru.ru/blog/zagranpassport/gde-pishetsya-seriya-i-nomer-zagranpasporta>

Dzen.ru, « Что означают цифры в загранпаспорте? » (Que signifie les chiffres sur les passeports extérieurs ?),14/01/2020, <https://dzen.ru/a/Xh3A5V1sSwCvRuPZ>

Autre source

Garant.ru, « Новое положение о паспорте гражданина РФ: что изменилось в 2024 году » (Nouveau règlement sur le passeport d'un citoyen russe : ce qui change en 2024), 15/01/2024, <https://www.garant.ru/news/1669397/>